



Canada Development
Investment Corporation

La Corporation de développement
des investissements du Canada

Rapport du troisième trimestre
30 septembre 2021



Canada Development
Investment Corporation

La Corporation de développement
des investissements du Canada

Table des matières

Déclaration de la responsabilité de la direction par de hauts fonctionnaires	1
Rapport de gestion	2
États financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation de développement des investissements du Canada au 30 septembre 2021	9

Adresse de la Corporation

1240, rue Bay, bureau 302
Toronto (Ontario) M5R 2A7

Téléphone : 416 966-2221
Télécopieur : 416 966-5485
Site Web : www.cdev.gc.ca

Déclaration de la responsabilité de la direction par de hauts fonctionnaires

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à l'IAS 34 *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés résumés intermédiaires exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

À ma connaissance, les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la Corporation, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

La publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 29 novembre 2021.



Andrew G. Stafl, CPA, CA
Chef des finances

Toronto (Ontario)
Le 29 novembre 2021

Rapport de gestion de la période close le 30 septembre 2021

Les communications publiques de la Corporation de développement des investissements du Canada (la « CDEV »), y compris le présent rapport trimestriel, peuvent comprendre des énoncés prospectifs qui renferment les attentes de la direction à l'égard des objectifs, des stratégies, des perspectives, des plans, des prévisions, des estimations et des intentions de la CDEV.

En raison de leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur divers facteurs et hypothèses et comportent des risques et incertitudes, tant de nature générale que spécifique. Ainsi, les pronostics, prévisions, projections et autres éléments des énoncés prospectifs pourraient ne pas se réaliser. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles de la CDEV en raison d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs.

Le présent rapport de gestion est en date du 30 septembre 2021 et doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la CDEV pour la période close le 30 septembre 2021 et avec le rapport annuel de la CDEV pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Vue d'ensemble de la CDEV

La CDEV est une société de la Couronne fédérale qui a été constituée en 1982 afin de fournir un organe commercial aux placements en titres de capitaux propres du gouvernement et de gérer le portefeuille commercial du gouvernement. La CDEV a pour principal objectif d'exercer ses activités dans l'intérêt du Canada, dans une perspective commerciale. Outre certaines activités qui lui sont propres, la Corporation a la responsabilité de quatre filiales entièrement détenues et consolidées, soit la Société de gestion Canada Hibernia (la « SGCH »), Canada Eldor Inc. (« CEI »), Financière TMP Canada Ltée (« Financière TMP ») et sa filiale la Corporation Trans Mountain (la « CTM »). La SGCH détient et gère les participations du gouvernement fédéral dans le projet de développement Hibernia (le « projet Hibernia »). CEI n'exerce aucune activité, mais elle est responsable de la prise en charge des obligations découlant principalement d'un accord d'achat et de vente conclu avec Cameco Inc. en 1988. Financière TMP a pour principale responsabilité de fournir du financement à CTM. CTM a pour mandat d'exploiter le pipeline Trans Mountain existant et de mener à terme le projet d'agrandissement du réseau de pipelines Trans Mountain (le « PARTM ») dans les délais prévus et de façon commercialement viable. En août 2020, la CDEV a reçu de la part des propriétaires du projet Hibernia des paiements au titre de la participation au bénéfice net après avoir conclu un protocole d'entente avec Ressources naturelles du Canada.

Le 11 mai 2020, la CDEV a constitué une nouvelle filiale, la Corporation de financement d'urgence d'entreprises du Canada (la « CFUEC »), qui contribue à la mise en œuvre du programme Crédit d'urgence pour les grands employeurs (le « CUGE »), conçu pour fournir des crédits-relais aux grands employeurs canadiens. Les résultats financiers de la CFUEC n'ont pas été inclus dans les résultats consolidés de la CDEV, comme il est expliqué à la note 1 afférente aux états financiers consolidés résumés intermédiaires. Le rapport financier de la CFUEC pour la période close le 30 septembre 2021 peut être consulté à l'adresse www.ceefc-cfuec.ca.

La Corporation de développement des investissements du Canada

La direction de la CDEV collabore étroitement avec le conseil d'administration et la direction de CTM afin de poursuivre le développement du PARTM. Cela comprend le suivi de la progression du PARTM, l'obtention du financement nécessaire pour CTM et la production de renseignements financiers d'importance.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, la CDEV a reçu de la part des propriétaires du projet Hibernia des paiements de 171 millions de dollars au titre de la participation au bénéfice net, dont 14 millions de dollars ont été versés par la SGCH puis éliminés lors de la consolidation. Les paiements reçus sont comptabilisés à titre d'augmentation de 157 millions de dollars de la réserve au titre de la participation au bénéfice net, avant versements de dividendes de 68 millions de dollars au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021. En 2020, la CDEV a déterminé que certains paiements au titre de la PBN effectués par les propriétaires du projet au cours d'exercices précédents étaient trop élevés étant donné qu'un facteur incorrect avait été utilisé pour le calcul. En conséquence, la CDEV a comptabilisé une provision de 39 millions de dollars pour les remboursements éventuels au 31 décembre 2020, laquelle a été portée en déduction de la réserve au titre de la PBN au 31 décembre 2019 (données retraitées) et au 31 décembre 2020. Au cours des neuf premiers mois de 2021, la CDEV a comptabilisé des charges à payer additionnelles de 5 millions de dollars dans la réserve au titre de la PBN et effectué des remboursements de 44 millions de dollars au titre de la PBN.

Nous avons versé des dividendes de 114 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2021. Ces dividendes ont été financés à même les dividendes de 38 millions de dollars reçus de la SGCH, dont 8 millions de dollars se rapportant à la PBN versés par la SGCH et 76 millions de dollars en paiements reçus au titre de la PBN. Nous conservons suffisamment de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et de placements à court terme pour être en mesure d'entreprendre des activités futures et de financer les éventualités.

Lors de la clôture de la vente de Ridley Terminals Inc. en décembre 2019, la CDEV a reçu 350 millions de dollars de l'acheteur au nom du gouvernement. En juin 2021, le montant résiduel de 50 millions de dollars qui était détenu au nom du gouvernement a été payé à Transports Canada.

Corporation Trans Mountain

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, CTM a généré des produits des activités ordinaires de 349 millions de dollars et un bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») de 164 millions de dollars. Pour la période correspondante, CTM avait généré des produits des activités ordinaires de 333 millions de dollars et un BAIIA de 155 millions de dollars. Selon les PCGR des États-Unis que CTM continue d'appliquer, les produits et le BAIIA se sont respectivement établis à 323 millions de dollars et à 137 millions de dollars, contre 317 millions de dollars et 141 millions de dollars pour la période correspondante. Pour un complément d'information à ce sujet, se reporter à la note 19 des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Pour la période de neuf mois considérée, CTM a dépensé environ 3,5 milliards de dollars pour le PARTM, compte non tenu des coûts de financement, en plus du montant de 4,3 milliards de dollars engagé jusqu'en décembre 2020 sous la propriété de la CDEV. Les dépenses en capital pour le trimestre clos le 30 septembre 2021 ont augmenté de façon importante par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de l'activité de construction relative au PARTM, car un plus grand nombre d'entrepreneurs étaient à l'œuvre sur un plus grand nombre de tronçons. Les travaux sont en cours dans toutes les phases le long du tracé du pipeline et le projet est achevé à environ 37 %. Au 30 septembre 2021, le projet dans son ensemble, y compris les coûts initiaux liés à l'obtention des permis et des approbations réglementaires, à l'achat anticipé de matériaux, ainsi que les coûts de possession de stock comptabilisés par CTM, est achevé à 55 %. CTM s'attend à ce que 2022 affiche un pic de construction pour le PARTM, avec des milliers de personnes travaillant sur des centaines de sites en Alberta et en Colombie-Britannique.

Pour obtenir plus de précisions sur les activités de CTM, sur le PARTM et sa performance en matière de sécurité, de santé et d'environnement, veuillez consulter le rapport financier et le rapport de la direction de CTM pour le troisième trimestre de 2021 à l'adresse www.transmountain.com.

Financière TMP Canada Ltée

Financière TMP est la société mère de CTM et de ses entités. Financière TMP consent du financement à CTM selon un ratio de 45 % de capitaux propres et 55 % d'emprunts. Financière TMP avance ce financement par l'intermédiaire du Compte du Canada géré par Exportation et développement Canada. Certaines obligations financières de CTM sont remplies par Financière TMP pour CTM par l'intermédiaire d'une facilité de crédit inutilisée auprès du Compte du Canada. Avec prise d'effet au 1^{er} avril 2021, la limite de la facilité de construction a été augmentée, passant de 6,1 milliards de dollars à 9,14 milliards de dollars, et la date d'échéance de tous les prêts a été reportée au 29 août 2025. Avec date de prise d'effet au 31 décembre 2021, la limite de la facilité de construction a été portée à 9,6 milliards de dollars. En raison des importantes dépenses continues prévues dans le cadre du PARTM de CTM, Financière TMP aura besoin de modifications normales de ses accords de crédit auprès du Compte du Canada à court terme et de la disponibilité continue du financement futur du gouvernement afin de fournir le financement nécessaire à CTM pour achever le projet.

Société de gestion Canada Hibernia

Le bénéfice après impôt de la SGCH comptabilisé pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, respectivement de 16 millions de dollars et de 48 millions de dollars, est considérablement plus élevé que celui de 8 millions de dollars et de 18 millions de dollars enregistré pour les périodes correspondantes. La hausse pour les deux périodes est surtout attribuable à une augmentation des prix du pétrole réalisés et à une diminution des charges d'épuisement et d'amortissement, en partie contrebalancées par une baisse des volumes de ventes et une hausse des redevances et de la participation au bénéfice net.

Les produits nets tirés du pétrole brut, qui correspondent aux ventes de pétrole brut déduction faite des redevances et de la participation au bénéfice net, ont progressé de 31 %, pour s'établir à 113 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, comparativement à 86 millions de dollars pour la période correspondante, hausse qui s'explique par une augmentation de 64 % du prix de vente en dollars canadiens, en partie contrebalancée par une diminution de 6 % du volume des ventes et une augmentation des redevances et de la participation au bénéfice net. Les produits nets tirés du pétrole brut se sont établis à 34 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, conformes aux 34 millions de dollars pour la période correspondante, car une hausse de 20 % des produits tirés des ventes brutes a été neutralisée par une augmentation des redevances et de la participation au bénéfice net. La production brute de pétrole d'Hibernia s'est établie en moyenne à 100 000 barils par jour au troisième trimestre de 2021 et à 105 000 barils par jour pour le cumul depuis le début de l'exercice, comparativement à 109 000 et à 120 000 barils par jour pour les périodes correspondantes. Les charges liées aux redevances et à la participation au bénéfice net ont augmenté en raison des taux payés plus élevés proportionnellement à la hausse des prix du pétrole. (À la consolidation, les produits nets tirés du pétrole brut pour les neuf premiers mois de 2021 s'établissaient à 123 millions de dollars (91 millions de dollars en 2020) en raison de l'élimination des paiements au titre de la PBN versés à la CDEV.)

La SGCH vend son pétrole en fonction du cours de référence du pétrole brut Brent daté, en dollars américains. Le cours moyen du pétrole brut Brent daté a augmenté de 71 % au troisième trimestre de 2021 pour atteindre 73,46 \$ US le baril (contre 43,02 \$ US le baril au troisième trimestre de 2020) et de 66 % en cumul depuis le début de l'exercice 2021 pour atteindre 67,76 \$ US le baril (contre 40,81 \$ US le baril pour le cumul annuel de 2020). Les périodes de l'exercice précédent reflètent un recul sans précédent des prix du pétrole entraîné par une baisse de la demande qui s'explique par les répercussions de la pandémie de COVID-19 et par une hausse de l'offre de l'OPEP+ au début de 2020. Les prix du pétrole se sont améliorés en 2021 en phase avec l'augmentation de la demande, l'optimisme entourant le déploiement de la vaccination ainsi que la gestion de l'offre de l'OPEP+. En dollars américains, le prix moyen obtenu par la SGCH a augmenté de 72 % au troisième trimestre de 2021 et de 78 % pour le cumul annuel à ce jour, hausse qui reflète l'augmentation du Brent daté combinée à une amélioration des différentiels de prix reçu sur les ventes de la SGCH. Le prix du pétrole réalisé en

dollars canadiens par la SGCH a augmenté de 62 % pour s'établir à 92,57 \$ le baril au troisième trimestre de 2021 et de 64 % pour s'établir à 82,86 \$ le baril pour le cumul depuis le début de l'exercice 2021, à la faveur du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, qui a eu une incidence défavorable sur les prix réalisés en dollars canadiens.

Les dépenses en capital liées aux forages et aux installations, de 7 millions de dollars pour le cumul depuis le début de l'exercice 2021, ont été affectées au reconditionnement de puits et à des mises à niveau d'équipement.

Canada Eldor Inc.

Aucun changement important n'a été apporté à la gestion des passifs de CEI. CEI continue de payer pour les coûts liés au démantèlement des biens d'un ancien site minier en Saskatchewan et les prestations de retraite d'anciens employés. Un plan a été mis en œuvre afin de permettre le transfert du reste des biens miniers au programme de surveillance institutionnelle d'ici trois ans. Au cours des neuf premiers mois de 2021, les dépenses affectées aux activités de remise en état des sites se sont élevées à 0,6 million de dollars, et aucun changement important n'a été apporté pour la période à l'estimation du coût de remise en état des sites. CEI dispose d'un montant totalisant 13 millions de dollars sous forme de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et de fonds de revenus consolidés qui lui permet d'acquitter ses passifs estimés totalisant 7 millions de dollars.

Corporation de financement d'urgence d'entreprises du Canada

Depuis mars 2020, la direction de la CDEV a contribué à la mise en œuvre de la facilité de CUGE au nom du gouvernement par l'intermédiaire de la CFUEC, notamment en retenant les services de conseillers juridiques et financiers. Veuillez consulter le rapport annuel de 2020 et le rapport du troisième trimestre de 2021 de la CFUEC, à l'adresse www.ceefc-cfuec.ca, pour obtenir plus de renseignements sur la CFUEC.

Les résultats de la CFUEC ne sont pas consolidés avec ceux de la CDEV puisque cette dernière n'est pas réputée avoir le contrôle de la CFUEC selon les critères établis par IFRS 10. Le tableau qui suit présente les principaux résultats financiers de la CFUEC :

(en millions de dollars)	2020	Période de neuf mois close le 30 septembre 2021	Total jusqu'au 30 septembre 2021
Engagements de prêt conclus	320	7 108	7 428
Prêts financés	110	2 428	2 538
Participations en titres de capitaux propres ¹⁾	-	500	500
Actions privilégiées émises	200	2 890	3 090

¹⁾ Dans le cadre de l'accord de financement conclu avec Air Canada, la CFUEC a acheté pour 500 millions de dollars d'actions à droit de vote de catégorie B d'Air Canada.

Après le 30 septembre 2021, deux emprunteurs de la CFUEC ont remboursé 380 millions de dollars de prêts financés, et annulé 510 millions de dollars au titre d'engagements de prêts.

Analyse de l'environnement commercial externe

La gestion continue de nos actifs et de nos participations reposera sur la conjoncture du marché et le contexte économique en général, ainsi que sur des facteurs propres à l'entreprise ou au placement sous-jacent. Aucune modification importante n'a été décelée depuis le 31 décembre 2020, comme l'indique le rapport annuel de 2020. Un certain degré d'incertitude persiste quant à l'évolution de la conjoncture économique en raison de l'éclosion récente d'un nouveau coronavirus (« COVID-19 ») à l'échelle mondiale.

Risques et éventualités

En plus des risques et éventualités présentés dans le rapport annuel de l'exercice clos le 31 décembre 2020, la Corporation a mis à jour son analyse des risques auxquels elle est exposée, en raison de la pandémie de COVID-19. Étant donné la nature des activités de CTM, l'éclosion de COVID-19 ne devrait pas avoir une incidence importante sur les résultats financiers de CTM. Malgré les répercussions de la pandémie sur la demande et les prix du brut, le pipeline Trans Mountain a fonctionné à capacité maximale tout au long de l'exercice 2020 et des neuf premiers mois de 2021, car l'accès au marché qu'offre le pipeline Trans Mountain demeure précieux pour les expéditeurs. Le risque de refinancement persiste étant donné les besoins de financement supplémentaires de Financière TMP alors que s'amorce une période de construction très occupée pour le PARTM. L'achèvement du PARTM nécessitera des dépenses en capital importantes, et CTM aura besoin d'un accès continu à du financement pour mener à bien le PARTM. CDEV est en discussion avec le gouvernement afin d'avoir accès au financement nécessaire dans le cours normal des activités.

Les fluctuations importantes des prix du pétrole brut à l'échelle mondiale observées en 2020 se sont quelque peu stabilisées au cours des neuf premiers mois de 2021 et n'ont donc pas eu d'incidence négative sur les résultats financiers de la SGCH.

Bien que la CFUEC soit exposée à un risque de crédit important en raison des pertes de crédit éventuelles sur les prêts consentis aux emprunteurs, l'exposition maximale de la CDEV correspond à la valeur de son placement en actions ordinaires de la CFUEC, soit 1 \$.

Les autres risques et éventualités décrits dans le rapport annuel de 2020 n'ont pas changé.

États financiers pour la période close le 30 septembre 2021

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, avec chiffres comparatifs du troisième trimestre de 2020, ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») applicables aux périodes intermédiaires, notamment l'IAS 34 *Information financière intermédiaire*.

CTM établit ses états financiers conformément aux PCGR des États-Unis. Pour consulter les états financiers de CTM pour le troisième trimestre de 2021 selon les PCGR des États-Unis, visitez le www.transmountain.com. La note 19 des états financiers consolidés de la CDEV présente les résultats financiers de CTM selon les PCGR des États-Unis, les ajustements apportés aux états financiers pour convertir ces résultats en IFRS ainsi que les résultats financiers de CTM en IFRS, après consolidation avec ceux de la CDEV. Les principales différences de traitement comptable sont décrites à la note 19.

Les produits consolidés pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 se sont établis à 473 millions de dollars, comparativement à 425 millions de dollars pour la période correspondante. La hausse de 11 % est attribuable à une augmentation de 33 millions de dollars des produits nets tirés du pétrole brut et à un accroissement de 15 millions de dollars des produits tirés du transport. L'accroissement de 36 % des produits nets tirés du pétrole brut découle essentiellement d'une hausse de 64 % du prix du pétrole réalisé moyen contrebalancée par une baisse de 6 % du volume de pétrole vendu. La hausse de

5 % des produits tirés du transport s'explique essentiellement par une augmentation des volumes attribuable à une composition en pétrole léger plus importante et par une augmentation des tarifs, par rapport à l'exercice précédent, à partir de mai 2021 lorsque les nouveaux tarifs sont entrés en vigueur.

Les produits consolidés pour le trimestre clos le 30 septembre 2021 se sont établis à 166 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 18 % comparativement à 141 millions de dollars pour la période correspondante. Cette hausse s'explique en grande partie par une augmentation de 23 millions de dollars des produits tirés du transport et par une augmentation de 3 millions de dollars des produits nets tirés du pétrole brut. L'augmentation des produits tirés du transport pour le trimestre est attribuable à une hausse des tarifs en vigueur en mai 2021 et à un accroissement des volumes en raison de la forte demande soutenue et d'une plus grande proportion de produits légers transportés. Les produits nets tirés du pétrole brut ont augmenté de 8 % pour s'établir à 38 millions de dollars, contre 35 millions de dollars pour la période correspondante, en raison surtout de la hausse des prix réalisés moyens sur le pétrole brut.

Le total des charges pour la période de neuf mois, compte non tenu des charges financières, s'est établi à 322 millions de dollars, en léger recul de 323 millions de dollars pour la période correspondante. La baisse est surtout attribuable à une réduction de la charge d'épuisement et d'amortissement ainsi que des honoraires, baisse qui a été contrebalancée en partie par la hausse des salaires et avantages du personnel ainsi que des charges d'exploitation du pipeline de CTM. La charge d'épuisement et d'amortissement a diminué de 11 millions de dollars en raison principalement d'une réduction du taux d'épuisement par baril ainsi que des volumes de production de pétrole brut de la SGCH. Les honoraires pour la période de neuf mois ont augmenté de 4 millions de dollars, du fait surtout d'un accroissement des honoraires de consultation pour les projets de la CDEV. Une hausse de 4 millions de dollars des salaires et avantages sociaux pour la période de neuf mois pour CTM est attribuable à l'accroissement des charges attribuable à une augmentation de la main-d'œuvre nécessaire pour préparer CTM à un actif plus important après le PARTM et aux besoins d'affaires connexes.

Le total des charges pour le trimestre, compte non tenu des charges financières, s'établit à 105 millions de dollars, comparativement à 101 millions de dollars pour la période correspondante. La hausse est essentiellement attribuable à une augmentation de 2 millions de dollars des charges d'exploitation du pipeline de CTM, essentiellement attribuable à l'augmentation du coût de l'électricité. Les honoraires ainsi que les salaires et charges du personnel ont respectivement augmenté de 6 millions de dollars et de 2 millions de dollars. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une baisse de la dotation aux amortissements de 6 millions de dollars.

La charge d'intérêts a augmenté de 4 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 pour s'établir à 127 millions de dollars, car une augmentation de 143 millions de dollars du montant brut des coûts d'intérêts, attribuable à la hausse des emprunts, a été en partie compensée par l'augmentation des coûts d'intérêts inscrits à l'actif de 258 millions de dollars. La charge d'intérêts de 42 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2021 a été semblable à celle de 41 millions de dollars pour la période correspondante, l'augmentation de 55 millions de dollars du montant brut des coûts d'intérêts attribuable ayant été en partie compensé par l'augmentation des coûts d'intérêts inscrits à l'actif.

Le bénéfice avant impôt sur le résultat s'est chiffré à 24 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, comparativement à une perte de 15 millions de dollars pour la période correspondante, en raison essentiellement d'une diminution de 37 millions de dollars de la charge d'intérêts nette de Financière TMP, liée à l'inscription à l'actif d'un montant plus élevé au titre de la charge d'intérêts au cours de la période, et d'une augmentation de 26 millions de dollars du bénéfice avant impôt de la SGCH en raison d'un accroissement des produits nets tirés du pétrole brut. Le bénéfice avant impôt sur le résultat pour le trimestre s'est chiffré à 20 millions de dollars, contre un profit de 0,1 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement attribuable à un accroissement des produits nets tirés du transport et du pétrole brut, en partie contrebalancé par une augmentation de la charge d'épuisement et d'amortissement ainsi que des coûts d'exploitation liés au pipeline.

La charge d'impôts pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 a augmenté de 5 millions de dollars et de 24 millions de dollars respectivement, en raison surtout de la hausse du bénéfice avant impôt pour CTM et la SGCH. Le taux d'intérêt effectif moyen de la Corporation subit l'incidence des charges de ses entités non assujetties à l'impôt, essentiellement les frais d'intérêts sur les emprunts engagés par Financière TMP.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté pour s'établir à 630 millions de dollars au 30 septembre 2021, comparativement à 312 millions de dollars au 31 décembre 2020, en raison surtout de l'augmentation de 3 628 millions de dollars des prélèvements dans le Compte du Canada au cours de la période et des flux de trésorerie d'exploitation de 228 millions de dollars essentiellement générés par la SGCH et par CTM, et en raison de la participation au bénéfice net reçue de 113 millions de dollars, en partie contrebalancés par les dépenses en capital de 3 482 millions de dollars liées aux immobilisations corporelles se rapportant principalement au PARTM et le versement de dividendes de 114 millions de dollars.

Les immobilisations corporelles, qui s'établissent à 12 846 millions de dollars, se sont accrues de 3 676 millions de dollars depuis la clôture de l'exercice, surtout du fait des dépenses en capital de 3 482 millions de dollars, y compris les intérêts inscrits à l'actif, se rapportant principalement au PARTM, déduction faite de l'épuisement et de l'amortissement de 107 millions de dollars.

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs de 763 millions de dollars au 30 septembre 2021 ont augmenté de 208 millions de dollars depuis le 31 décembre 2020, du fait essentiellement d'une augmentation des dépenses d'investissement liées aux coûts de construction et d'une augmentation des retenues pour la construction surtout liées au PARTM.

Le total des obligations locatives courantes et non courantes a augmenté de 51 millions de dollars pour s'établir à 149 millions de dollars au 30 septembre 2021, en raison surtout des entrées de 96 millions de dollars dans CTM surtout liées au matériel minier et aux intérêts de 4 millions de dollars, moins les paiements de 48 millions de dollars.

Les emprunts de 12,7 milliards de dollars au 30 septembre 2021 affichent une augmentation de 3,6 milliards de dollars depuis la fin de l'exercice en raison de prélèvements de 3,6 milliards de dollars sur la facilité de crédit de construction.

États financiers consolidés résumés intermédiaires de

**LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT
DES INVESTISSEMENTS DU CANADA**

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(non audité)

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière (non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	30 septembre 2021	31 décembre 2020
Actifs		
Actifs courants :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	630 493 \$	311 707 \$
Clients et autres débiteurs (note 17)	76 660	114 248
Impôt à recevoir	651	568
Autres actifs courants	24 801	23 990
Placements détenus au titre d'obligations futures	1 996	2 214
	<u>734 601</u>	<u>452 727</u>
Actifs non courants :		
Immobilisations corporelles (note 5)	12 846 368	9 169 790
Goodwill (note 7)	1 015 862	1 015 862
Placements détenus au titre d'obligations futures	170 223	172 601
Trésorerie soumise à restrictions (note 4)	84 892	84 237
Placements soumis à restrictions	91 778	93 986
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 6)	137 707	95 527
Autres actifs	276 893	286 524
	<u>14 623 723</u>	<u>10 918 527</u>
	<u>15 358 324 \$</u>	<u>11 371 254 \$</u>
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants :		
Fournisseurs et autres créditeurs	763 412 \$	555 063 \$
Intérêts à payer	147 074	2 847
Partie courante de la provision au titre de la remise en état d'un site (note 9 c))	1 865	2 074
Partie courante des obligations locatives (note 6)	59 007	23 111
Partie courante de la réserve au titre de la participation au bénéfice net (la « PBN ») (note 9 d))	-	39 000
Autres passifs courants (note 8)	93 661	147 272
	<u>1 065 019</u>	<u>769 367</u>
Passifs non courants :		
Emprunts (note 10)	12 683 000	9 055 000
Impôt sur le résultat différé	540 308	514 564
Provision au titre des obligations de démantèlement (note 9 a) et b))	626 771	621 214
Obligations locatives (note 6)	90 143	74 672
Provision au titre de la remise en état d'un site (note 9 c))	4 518	4 732
Obligation au titre des prestations définies	77 513	100 650
Autres passifs non courants	50 695	53 466
	<u>14 072 948</u>	<u>10 424 298</u>
Capitaux propres :		
Capital social	1	1
Surplus d'apport	603 294	603 294
Réserve au titre de la PBN (note 11)	95 905	11 832
Déficit accumulé	(476 061)	(414 353)
Cumul des autres éléments du résultat global	(2 782)	(23 185)
	<u>220 357</u>	<u>177 589</u>
	<u>15 358 324 \$</u>	<u>11 371 254 \$</u>
Engagements (note 15)		
Éventualités (note 16)		

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Au nom du Conseil :  , administrateur  , administrateur

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre		30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Produits :				
Produits tirés du transport (note 14)	111 001 \$	88 444 \$	299 203 \$	284 359 \$
Produits nets tirés du pétrole brut (note 13)	38 050	35 312	123 286	90 583
Revenus locatifs (note 14)	15 857	15 942	47 762	47 705
Autres produits	971	1 228	2 447	2 823
	165 879	140 926	472 698	425 470
Autres produits :				
Frais d'utilisation des installations et frais de traitement	436	513	798	1 508
Profits de change	1 108	714	2 302	3 963
	167 423	142 153	475 798	430 941
Charges :				
Épuisement et amortissement (notes 5 et 6)	34 466	39 791	107 002	118 122
Charges d'exploitation du pipeline (note 14)	40 383	37 971	121 239	117 439
Exploitation, transport et commercialisation du pétrole brut (note 13)	4 683	5 138	17 885	17 381
Salaires et avantages du personnel	21 072	19 204	64 496	60 561
Honoraires professionnels	4 181	(2 451)	8 646	5 120
Pertes de change	155	1 126	2 021	3 578
Révision d'estimation relativement à la provision au titre de la remise en état d'un site (note 9)	211	213	180	367
Autres charges administratives	(94)	(327)	510	356
	105 057	100 665	321 979	322 924
Charges financières (produits financiers) :				
Charge d'intérêts (note 10)	41 534	41 719	127 035	123 395
Produits d'intérêts	(1 804)	(1 871)	(5 230)	(6 729)
Désactualisation des obligations de démantèlement (note 9 a) et b))	2 894	1 550	7 986	5 946
Désactualisation de la provision au titre de la remise en état d'un site (note 9 c))	3	27	9	82
	42 627	41 425	129 800	122 694
Bénéfice net (perte nette) avant impôt sur le résultat	19 739	63	24 019	(14 677)
Impôt sur le résultat :				
Exigible	5 578	2 507	20 587	12 067
Différé	10 071	8 382	19 140	3 651
	15 649	10 889	39 727	15 718
Bénéfice net (perte nette)	4 090 \$	(10 826) \$	(15 708) \$	(30 395) \$
Autres éléments du résultat global :				
<i>Éléments pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net</i>				
Écart de conversion	8 257	(6 515)	380	7 725
<i>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net</i>				
Réévaluations des obligations au titre des prestations définies	-	(41)	20 023	(5 821)
	8 257	(6 556)	20 403	1 904
Résultat global	12 347 \$	(17 382) \$	4 695 \$	(28 491) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les	
	2021	2020*	2021	2020*
Capital social				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	1 \$	1 \$	1 \$	1 \$
Surplus d'apport				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	603 294	603 294	603 294	603 294
Réserve au titre de la participation au bénéfice net				
Solde à l'ouverture de la période	37 636	(22 165)	11 832	(34 174)
PBN reçue	58 269	13 798	157 291	80 436
Provision au titre de la PBN, montant net (note 9 d))	-	-	(5 218)	-
Dividendes	-	-	(68 000)	(54 629)
Solde à la clôture de la période	95 905	(8 367)	95 905	(8 367)
Déficit accumulé				
Solde à l'ouverture de la période	(480 151)	(313 534)	(414 353)	(286 965)
Bénéfice net (perte nette)	4 090	(10 826)	(15 708)	(30 395)
Dividendes	-	-	(46 000)	(7 000)
Solde à la clôture de la période	(476 061)	(324 360)	(476 061)	(324 360)
Cumul des autres éléments du résultat global				
Solde à l'ouverture de la période	(11 039)	(2 132)	(23 185)	(10 592)
Autres éléments du résultat global	8 257	(6 556)	20 403	1 904
Solde à la clôture de la période	(2 782)	(8 688)	(2 782)	(8 688)
Total des capitaux propres	220 357 \$	261 880 \$	220 357 \$	261 880 \$

*(Retraité note 20)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Tableau consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre		30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes				
Activités d'exploitation :				
Bénéfice net (perte nette)	4 090 \$	(10 826) \$	(15 708) \$	(30 395) \$
Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :				
Épuisement et amortissement	34 466	39 791	107 002	118 122
Perte (profit) sur actifs	(4)	-	16	-
Charge d'impôt sur le résultat	15 649	10 889	39 727	15 718
Produit d'intérêts	(1 804)	(1 987)	(5 230)	(6 839)
Variation nette des prestations définies	1 432	1 367	3 694	2 424
Charge d'intérêts liée aux contrats de location	466	420	1 242	1 358
Variation de la provision au titre de la remise en état d'un site	211	213	180	367
Désactualisation des provisions	2 897	1 577	7 995	6 028
Paiement au titre des obligations locatives, portion en intérêts	(1 666)	(980)	(5 697)	(3 016)
Intérêts reçus	1 804	1 980	5 230	6 838
Provisions réglées	(309)	(321)	(639)	(2 998)
Impôt sur le résultat recouvré (payé)	(8 466)	897	(20 676)	(12 855)
	48 766	43 020	117 136	94 752
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 12)	159 335	(2 401)	111 103	3 341
	208 101	40 619	228 239	98 093
Activités de financement :				
Produit des emprunts	1 423 000	830 000	3 628 000	2 020 000
Dividendes payés	-	-	(114 000)	(61 629)
PBN reçue	58 269	13 798	157 291	80 436
Remboursements de PBN payés	-	-	(44 218)	-
Paiement au titre des obligations locatives, portion en capital	(13 763)	(5 199)	(44 691)	(15 724)
	1 467 506	838 599	3 582 382	2 023 083
Activités d'investissement :				
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 378 715)	(826 253)	(3 482 269)	(2 073 225)
Dépenses liées aux logiciels à usage interne	(1 469)	(3 294)	(3 087)	(9 033)
Variation de la trésorerie soumise à restrictions	7 117	(15 422)	(655)	(13 308)
Acquisition de placements soumis à restrictions	(1 753)	(2 799)	(8 829)	(11 729)
Prélèvement dans le compte du Trésor	-	-	3 000	-
Apport en capital dans une filiale non consolidée	-	-	-	(1)
Variation des placements détenus au titre d'obligations futures	(138)	(311)	(404)	(1 368)
	(1 374 958)	(848 079)	(3 492 244)	(2 108 664)
Incidence des fluctuations des cours de change sur la trésorerie	2 422	(1 256)	408	1 007
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	303 071	29 883	318 786	13 519
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	327 422	570 745	311 707	587 109
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	630 493 \$	600 628 \$	630 493 \$	600 628 \$
Représenté par :				
Trésorerie	470 674 \$	545 055 \$	470 674 \$	545 055 \$
Équivalents de trésorerie	159 819	55 573	159 819	55 573
	630 493 \$	600 628 \$	630 493 \$	600 628 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

1. Entité présentant l'information financière

La Corporation se compose de sa société mère, La Corporation de développement des investissements du Canada (la « Corporation » ou la « CDEV »), et de ses filiales entièrement détenues, soit Canada Eldor Inc. (« CEI »), la Société de gestion Canada Hibernia (la « SGCH »), Financière Canada TMP Ltée (« Financière TMP ») et la Corporation Trans Mountain (la « CTM »). La filiale Corporation de financement d'urgence d'entreprises du Canada (la « CFUEC ») n'est pas consolidée.

La Corporation de développement des investissements du Canada a été constituée en 1982 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et elle est la propriété exclusive de Sa Majesté la Reine du chef du Canada. La Corporation est une société d'État mandataire inscrite à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En novembre 2007, le ministre des Finances a informé la CDEV qu'elle « devra dorénavant se forger un avenir axé sur la gestion continue de ses actifs actuels dans une perspective commerciale et prêter son concours au gouvernement du Canada dans la recherche de nouvelles orientations qui conviennent aux capacités de la CDEV, tout en conservant la capacité de se dessaisir de ses actifs actuels et de tout autre placement de l'État, à la demande du ministre des Finances ».

En août 2019, le gouvernement du Canada a transféré à la CDEV ses activités liées à la gestion des ententes de participation au bénéfice net (la « PBN ») et de participation accessoire au bénéfice net dans le cadre du projet de développement Hibernia, lesquelles relevaient auparavant de Ressources naturelles Canada. Se reporter aux notes 9 et 11 pour de plus amples renseignements.

Le 10 mai 2020, la CDEV a reçu une instruction (P.C. 2020-305), en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, de constituer une filiale, la Corporation de financement d'urgence d'entreprises du Canada (la « CFUEC »), qui a été constituée conformément à l'instruction. La CFUEC a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* pour administrer, approuver et financer les transactions conformément aux dispositions approuvées par le ministre des Finances relativement au Crédit d'urgence pour les grands employeurs. La CFUEC est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle n'est pas soumise aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La CFUEC n'a pas été consolidée dans les états financiers de la CDEV puisque cette dernière n'est pas réputée détenir le contrôle de la CFUEC selon les critères établis par IFRS 10.

Le siège social de la CDEV est situé au 79, rue Wellington Ouest, bureau 3000, case 270, Centre TD, Toronto (Ontario) M5K 1N2. L'établissement principal de la CDEV est situé au 1240, rue Bay, bureau 302, Toronto (Ontario) M5R 2A7.

Filiales

La Corporation Trans Mountain et Financière Canada TMP Ltée ont été constituées en 2018 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Les sociétés sont assujetties à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et sont mandataires de Sa Majesté la Reine du chef du Canada. CTM est également assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

1. Entité présentant l'information financière (suite)

Filiales (suite)

CTM possède et exploite le réseau pipelinier Trans Mountain (le « RPTM »), le pipeline de Puget Sound (le « pipeline Puget ») ainsi que certains droits, conceptions, immobilisations corporelles et contrats de construction liés à l'agrandissement du réseau TMPL, appelé projet d'agrandissement du réseau pipelinier Trans Mountain (le « PARTM »).

Financière TMP, est la société mère de CTM. Elle fournit à CTM du financement sous forme d'emprunts et de capitaux propres lesquels sont financés au moyen d'emprunts auprès de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, lesquels sont administrés par Exportation et développement Canada (« EDC »). Se reporter à la note 10 pour de plus amples renseignements sur les emprunts.

CEI a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Elle est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, est mandataire de Sa Majesté la Reine du chef du Canada et n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En 1988, CEI a vendu la quasi-totalité de ses actifs et de ses activités à la Corporation Cameco (« Cameco ») en contrepartie d'une partie du capital social de cette dernière et d'un billet à ordre. Suite à la vente des actions de Cameco et à la reprise d'une partie de l'encours de la dette de CEI par le gouvernement en 1995, le produit net en trésorerie tiré de la vente définitive des actions de Cameco est le seul actif important que détient CEI. Les obligations résiduelles de CEI se composent des obligations au titre de la remise en état d'un site et des obligations au titre des prestations de retraite définies.

La SGCH a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et a été acquise par la CDEV en mars 1993. La SGCH est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La SGCH a été constituée dans le seul but de détenir et de gérer sa participation dans le projet de développement Hibernia (le « projet Hibernia »), un projet de mise en valeur et de production de pétrole situé au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador. Le projet Hibernia comprend le champ pétrolifère original du projet Hibernia, dans lequel la SGCH détient une participation directe de 8,5 %, et le secteur unitaire du prolongement sud d'Hibernia (le « secteur unitaire du PSH »), dans lequel la SGCH détient présentement une participation directe de 5,67 %. La participation directe détenue par la SGCH dans le secteur unitaire du PSH est assujettie à des ajustements conformément aux dispositions applicables de l'entente du secteur unitaire du PSH. Par suite de la mise en œuvre par l'exploitant de la première réévaluation visant le secteur unitaire du PSH, la participation directe a été portée de 5,62665 % à 5,66521 % à compter du 1^{er} mars 2021.

Un compte est maintenu au nom des propriétaires de participations directes dans le projet de développement Hibernia et le secteur unitaire du PSH par son exploitant, respectivement Société d'exploitation et de développement d'Hibernia Itée (la « SEDH ») et ExxonMobil Canada Properties, agissant à titre de mandataire (un « compte conjoint »). Toutes les dépenses conjointes liées au projet sont imputées au compte conjoint, lequel est détenu et financé par les participants selon leurs participations directes.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

2. Base d'établissement

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») applicables aux périodes intermédiaires, notamment la Norme comptable internationale (l'« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire*. Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent pas toute l'information exigée pour des états financiers annuels complets, et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Le conseil d'administration a approuvé la publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires le 29 novembre 2021.

b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis au coût historique.

c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

À moins d'indication contraire, les montants sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle des activités de la Corporation, à l'exception du pipeline Puget, dont la monnaie fonctionnelle est le dollar américain.

d) Utilisation d'estimations et recours au jugement

Pour établir les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation, la direction doit exercer son jugement et faire des estimations et des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient être très différents de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans l'exercice au cours duquel elle est effectuée et dans les exercices futurs touchés par la révision. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude à l'égard des estimations sont les mêmes que ceux qui sont présentés à la note 3 y) afférente aux états financiers consolidés annuels de la Corporation de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

L'évolution de la situation entourant la pandémie de COVID-19 a nécessité la réévaluation de certains jugements et estimations importants utilisés pour préparer les états financiers consolidés résumés intermédiaires. La pandémie a entraîné une grande incertitude économique, ce qui a entraîné une volatilité accrue des prix des marchandises et des taux de change ainsi qu'un recul marqué des taux d'intérêt à long terme. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2021, l'économie mondiale a montré des signes de rétablissement des répercussions de la pandémie de COVID-19 et les perspectives concernant la demande de pétrole brute se sont améliorées par suite de l'assouplissement des restrictions et de la distribution de vaccins dans les pays développés. La demande de pétrole brut mondiale et les prix actuels et prévus du pétrole brut ont récemment remonté, mais les répercussions économiques mondiales de la COVID-19 et la durée estimative de la pandémie continuent d'évoluer.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

3. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables et méthodes d'application que celles énoncées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés audités annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020, à l'exception des méthodes comptables qui ont été modifiées par suite de l'adoption de nouvelles normes, modifications et interprétations comptables en date du 1^{er} janvier 2021, comme il est décrit ci-après. De plus, la charge d'impôts sur le résultat au titre d'une période intermédiaire est calculée au moyen du taux d'impôt sur le résultat qui serait applicable au résultat total annuel.

Changements de méthodes comptables

Certaines normes, modifications de normes et interprétations comptables, publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), sont entrées en vigueur pour la première fois au cours de la période à l'étude et ont été adoptées conformément aux dispositions transitoires applicables. L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation.

4. Trésorerie soumise à restrictions

	30 septembre 2021	31 décembre 2020
Trésorerie soumise à restrictions – lettres de crédit de CTM	73 385 \$	73 983 \$
Trésorerie soumise à restrictions – détenue par CTM au titre des coûts d'abandon futurs	1 807	554
Trésorerie soumise à restrictions – détenue par CTM à titre de garantie	1 200	1 200
Trésorerie soumise à restrictions – lettres de crédit de la SGCH	8 500	8 500
	84 892 \$	84 237 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

5. Immobilisations corporelles

	Travaux de construction en cours	Pipeline	Actifs de mise en valeur du pétrole et installations de production	TOTAL
Coût				
Solde au 31 décembre 2019	2 481 918 \$	3 530 639 \$	582 624 \$	6 595 181 \$
Entrées de la période	3 260 567	-	14 042	3 274 609
Transferts	(82 886)	82 886	-	
Ajustements de démantèlement	-	(524)	2 649	2 125
Décomptabilisation	-	-	(7 140)	(7 140)
Mises hors service	-	(2 467)	-	(2 467)
Variation des cours de change	(10)	(5 838)	-	(5 848)
Solde au 31 décembre 2020	5 659 589 \$	3 604 696 \$	592 175 \$	9 856 460 \$
Entrées de la période	3 771 662	-	6 673	3 778 335
Transferts	(4 502)	4 502	-	-
Ajustements de démantèlement	-	-	(2 440)	(2 440)
Mises hors service	-	(29)	-	(29)
Variation des cours de change	5	184	-	189
Solde au 30 septembre 2021	9 426 754 \$	3 609 353 \$	596 408 \$	13 632 515 \$
Épuisement et amortissement cumulés				
Solde au 31 décembre 2019	- \$	138 811 \$	402 305 \$	541 116 \$
Épuisement et amortissement	-	101 452	45 836	147 288
Décomptabilisation	-	-	(1 004)	(1 004)
Variation des cours de change	-	(730)	-	(730)
Solde au 31 décembre 2020	- \$	239 533 \$	447 137 \$	686 670 \$
Épuisement et amortissement	-	77 260	22 097	99 357
Mises hors service	-	(13)	-	(13)
Variation des cours de change	-	133	-	133
Solde au 30 septembre 2021	- \$	316 913 \$	469 234 \$	786 147 \$
Valeurs comptables				
31 décembre 2020	5 659 589 \$	3 365 163 \$	145 038 \$	9 169 790 \$
30 septembre 2021	9 426 754 \$	3 292 440 \$	127 174 \$	12 846 368 \$

Au 30 septembre 2021, les coûts qui se rapportent aux actifs de mise en valeur du pétrole et installations de production sujets au calcul de l'épuisement et de l'amortissement incluent des coûts de mise en valeur futurs de 389 627 \$ (395 100 \$ au 31 décembre 2020) et excluent le coût du matériel en cours de construction de néant (3 104 \$ au 31 décembre 2020).

Pour des renseignements sur les ajustements de démantèlement, se reporter à la note 9, *Provisions*.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, des intérêts de 258 254 \$ ont été capitalisés dans les entrées relatives aux travaux de construction en cours – pipelines (118 763 \$ en 2020).

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

5. Immobilisations corporelles (suite)

Au 30 septembre 2021, une évaluation des indices de dépréciation des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») de la Corporation a été effectuée. Les indices de dépréciation comprennent (sans toutefois s'y limiter) des changements importants ayant un effet négatif sur l'entité qui ont eu lieu au cours de l'exercice ou surviendront dans un proche avenir dans le marché ou l'environnement économique où l'entité exerce ses activités.

Au 30 septembre 2021, en raison des facteurs importants qui pourraient avoir une incidence significative sur le PARTM, notamment un arrêt de sécurité volontaire, la COVID-19, des feux de forêt en Colombie-Britannique, des problèmes touchant le marché de la main-d'œuvre et des changements d'entrepreneurs, la direction a soumis le goodwill à un test de dépréciation, lequel n'a pas révélé de perte de valeur. Se reporter à la note 7, *Goodwill*.

Aucun indice de dépréciation des actifs de mise en valeur du pétrole et des installations de production n'a été relevé au 30 septembre 2021 et au 31 décembre 2020 et, par conséquent, aucun test de dépréciation n'a été effectué.

6. Actifs au titre de droits d'utilisation et contrats de location

La Corporation loue certains actifs, notamment des immeubles de bureaux, des terrains et du matériel.

La catégorie « matériel » comprend la quote-part de la SGCH attribuable à sa participation directe dans trois navires de soutien loués par la SEDH au nom des propriétaires du projet Hibernia. Les contrats de location sont assortis de paiements mensuels fixes et sont en vigueur jusqu'en 2027, une partie des paiements au titre de la location étant effectuée en dollars américains. Les contrats de location visant du matériel comprennent également du matériel pour baraquement de chantier, une sous-station électrique, des véhicules et du matériel de bureau.

La catégorie « terrains » comprend la location d'un espace au terminal portuaire de Westridge, qui se compose d'une superficie de terres et d'une surface d'eau, ainsi que de terrains destinés à des stations de pompage et à des constructions temporaires. La durée des contrats de location connexes s'étend jusqu'en 2105.

La catégorie « bâtiments » comprend les paiements mensuels fixes au titre de la location qui sont effectués à l'égard de locaux d'immeubles de bureaux de la Corporation situés en Alberta, en Colombie-Britannique et en Ontario. La durée des contrats de location s'étend jusqu'en 2025. Elle incluait également la quote-part de la SGCH attribuable à sa participation directe dans des locaux d'un immeuble de bureaux de la SEDH situé à St. John's, à T.-N.-L. Ce contrat de location a expiré en 2020 et n'a pas été remplacé par un autre contrat.

Certains contrats comportent des options de renouvellement. La Corporation n'a pas la certitude raisonnable qu'elle exercera ces options, et l'exercice de celles-ci dépendra de l'évolution du marché et des besoins de la Corporation au moment où ces options pourront être exercées. Certains contrats de location sont assujettis à des variations annuelles de l'indice des prix à la consommation (l'« IPC »), l'obligation locative étant réévaluée lorsque l'IPC varie. De plus, certains contrats de location immobiliers comportent des paiements variables au titre de la location qui sont liés aux coûts d'exploitation.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

6. Actifs au titre de droits d'utilisation et contrats de location (suite)

La Corporation n'est pas exposée à un risque potentiel de sorties de trésorerie additionnelles importantes qui ne sont pas déjà reflétées dans le montant présenté des obligations locatives, mis à part certaines pénalités pour résiliation que la Corporation n'a pas la certitude raisonnable de devoir verser au 30 septembre 2021.

État de la situation financière :

Le tableau qui suit présente les actifs au titre de droits d'utilisation :

	Matériel et véhicules	Terrains et bâtiments	Total
1 ^{er} janvier 2020	22 619 \$	67 670 \$	90 289 \$
Entrées	2 373	26 326	28 699
Modifications de contrats de location	351	48	399
Amortissement	(4 066)	(19 766)	(23 832)
Change	(28)	-	(28)
31 décembre 2020	21 249 \$	74 278 \$	95 527 \$
Entrées	86 853	12 551	99 404
Modifications de contrats de location	61	(35)	26
Amortissement	(36 128)	(15 152)	(51 280)
Incitatifs	-	(5 970)	(5 970)
Change	-	-	-
30 septembre 2021	72 035 \$	65 672 \$	137 707 \$

Les obligations locatives se présentent comme suit :

	Période de neuf mois close le 30 septembre 2021	Exercice clos le 31 décembre 2020
Obligations locatives à l'ouverture de la période	97 783 \$	91 920 \$
Entrées	96 033	28 700
Modifications de contrats de location	26	398
Charge d'intérêts	5 696	4 024
Paiements au titre de la location	(50 388)	(27 224)
Fluctuations des cours de change	-	(35)
Obligations locatives à la clôture de la période	149 150 \$	97 783 \$
Partie courante	59 007 \$	23 111 \$
Partie non courante	90 143	74 672
	149 150 \$	97 783 \$

Analyse des échéances des flux de trésorerie non actualisés contractuels

	2021	De 2022 à 2025	Par la suite	Total
Obligations locatives	15 939 \$	94 657 \$	116 489 \$	227 085 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

6. Actifs au titre de droits d'utilisation et contrats de location (suite)

État du résultat global et tableau des flux de trésorerie :

	Période de neuf mois close le 30 septembre 2021	Période de neuf mois close le 30 septembre 2020
État du résultat global :		
Intérêts sur les obligations locatives	5 697 \$	3 016 \$
Moins : les obligations locatives inscrites à l'actif	(4 455)	(1 662)
Intérêts sur les obligations locatives, montant net	1 242	1 358
Coût à court terme et coût variable	2 578	2 269
Tableau des flux de trésorerie :		
Total des sorties de fonds au titre des contrats de location	(50 388) \$	(18 742) \$

Bailleur

Les contrats de location simple dont la Corporation est le bailleur sont relatifs à des réservoirs de stockage appartenant à la Corporation et des logements situés le long de l'emprise du pipeline ou à proximité de stations de pompage. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, les produits locatifs tirés des contrats de location simple de réservoirs de stockage comptabilisés dans les « Produits locatifs » se sont établis à 47 762 \$ (47 705 \$ en 2020), et les produits locatifs liés à l'exploitation de logements aux termes de contrats de location simple comptabilisés dans les « Autres produits » ont totalisé 182 \$ (162 \$ en 2020).

7. Goodwill

a) Les variations de la valeur comptable nette du goodwill sont présentées dans le tableau suivant :

Solde au 31 décembre 2019	1 015 781 \$
Incidence des fluctuations du change	81
Solde au 31 décembre 2020	1 015 862
Incidence des fluctuations du change	-
Solde au 30 septembre 2021	1 015 862 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

7. Goodwill (suite)

b) Test de dépréciation

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill a été affecté à l'UGT de CTM. En raison des facteurs importants qui pourraient avoir une incidence significative sur le PARTM, notamment un arrêt de sécurité volontaire, la COVID-19, des feux de forêt en Colombie-Britannique, des problèmes touchant le marché de la main-d'œuvre et des changements d'entrepreneurs, au 30 septembre 2021, la direction a soumis le goodwill à un test de dépréciation, lequel n'a pas révélé de perte de valeur.

La valeur recouvrable ou l'évaluation de l'unité d'exploitation a été estimée à l'aide d'une méthode par le résultat en fonction des flux de trésorerie actualisés. L'estimation de la juste valeur a nécessité le recours à des données d'entrée non observables importantes, y compris des hypothèses relatives au taux d'actualisation, au moment et au coût d'achèvement du PARTM et à la mesure dans laquelle les flux de trésorerie seront réinvestis à la fin des contrats à terme du PARTM initiaux; par conséquent, la juste valeur est représentative d'une évaluation de niveau 3. Aux fins de l'établissement de la juste valeur, l'estimation des flux de trésorerie actualisés comprenait des scénarios établis par pondération probabiliste envisageant diverses dates de mise en service du PARTM. Les flux de trésorerie actualisés ont été estimés à l'aide d'un taux d'actualisation de 7,25 % qui rend compte de la valeur temps de l'argent, en fonction des risques liés aux actifs de la Corporation qui n'ont par ailleurs pas été intégrés aux estimations des flux de trésorerie.

Les variations de ces principales hypothèses influeraient sur la juste valeur de l'unité d'exploitation, ce qui pourrait donner lieu à une perte de valeur. Une analyse de sensibilité des hypothèses clés a été effectuée aux fins de l'évaluation de base. Une hausse de 25 points de base du taux d'actualisation hypothétique entraînerait une baisse de la juste valeur, mais ne se traduirait pas par une dépréciation. Une augmentation de 3,0 G\$ des coûts du projet et un retard de trois mois dans la date de mise en service commerciale du projet entraîneraient une baisse de la juste valeur, mais ne se traduirait pas par une dépréciation. Une baisse de 10 % du pourcentage des flux de trésorerie réinjectés dans le contrat à la fin des contrats à terme du PARTM initiaux entraînerait une baisse de la juste valeur, mais ne se traduirait pas par une dépréciation.

8. Autres passifs courants

	30 septembre 2021	31 décembre 2020
Primes au quai	81 522 \$	133 532 \$
Coûts environnementaux à payer	3 732	6 096
Obligation au titre des prestations définies	1 497	1 497
Autres	6 910	6 147
	93 661 \$	147 272 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

9. Provisions

La variation des provisions au titre des obligations de démantèlement et de la remise en état d'un site se présente comme suit :

	Obligations de démantèlement			Remise en état d'un site
	Pipeline	Puits et installations	Total	
Solde au 31 décembre 2019	465 751 \$	147 809 \$	613 560 \$	9 770 \$
Provisions additionnelles	-	-	-	114
Modifications des estimations	(524)	(21 084)	(21 608)	(222)
Obligations réglées	-	(1 273)	(1 273)	(2 783)
Variation du taux d'actualisation	-	23 733	23 733	(182)
Incidence des fluctuations du change	(870)	-	(870)	-
Désactualisation	6 075	1 597	7 672	109
Solde au 31 décembre 2020	470 432 \$	150 782 \$	621 214 \$	6 806 \$
Provisions additionnelles	-	-	-	1 312
Modifications des estimations	-	23 452	23 452	(1 089)
Obligations réglées	-	(27)	(27)	(612)
Variation du taux d'actualisation	-	(25 892)	(25 892)	(43)
Incidence des fluctuations du change	38	-	38	-
Désactualisation	5 918	2 068	7 986	9
Solde au 30 septembre 2021	476 388 \$	150 383 \$	626 771 \$	6 383 \$
Partie courante	- \$	- \$	- \$	1 865 \$
Partie non courante	476 388	150 383	626 771	4 518
	476 388 \$	150 383 \$	626 771 \$	6 383 \$

a) Provision au titre des obligations de démantèlement des puits et des installations

La provision au titre des obligations de démantèlement a été constituée en fonction de la participation nette de la Corporation dans les puits et les installations, d'une estimation de la direction quant aux coûts liés à l'abandon et à la remise en état de ces puits et installations, ainsi que d'une estimation du moment où les coûts seront engagés. La Corporation estime que le passif futur non actualisé totalisait 246 477 \$ au 30 septembre 2021 (204 430 \$ au 31 décembre 2020). Les coûts estimés des obligations de démantèlement peuvent varier grandement en fonction de facteurs tels que les antécédents d'exploitation et les modifications des lois et règlements.

Ces obligations seront réglées en fonction du calendrier prévu d'abandon, qui s'échelonne actuellement jusqu'en 2049, en fonction de la durée d'utilité des actifs sous-jacents. La provision a été calculée au 30 septembre 2021 selon un taux d'inflation moyen de 1,88 % (1,12 % au 31 décembre 2020) et a été actualisée selon un taux sans risque moyen de 1,88 % (1,12 % au 31 décembre 2020).

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

9. Provisions (suite)

b) Provision au titre des obligations de démantèlement des actifs liés aux pipelines

La provision au titre des obligations de démantèlement des actifs liés aux pipelines est fondée sur les estimations des coûts d'abandon établies par la direction, soit 476 388 \$ au 30 septembre 2021 (470 432 \$ au 31 décembre 2020) après actualisation à un taux sans risque de 1,98 % (1,21 % au 31 décembre 2020). Le montant non actualisé du passif de démantèlement est estimé à 3 200 000 \$ (1 500 000 \$ au 31 décembre 2020), compte tenu d'un taux d'inflation de 1,98 % et d'une durée d'utilité résiduelle attendue de 97 ans.

La provision au titre des obligations de démantèlement reflète les flux de trésorerie actualisés qui devraient être affectés au démantèlement du réseau de pipelines de CTM. La durée d'utilité économique des actifs couverts par l'obligation de démantèlement est estimée à 97 ans. La durée d'utilité économique estimée sert à déterminer les flux de trésorerie non actualisés au moment du démantèlement et reflète le calendrier attendu des sorties de fonds au titre de la provision.

c) Provision au titre de la remise en état d'un site

Aux termes de l'accord d'achat et de vente conclu en 1988 entre CEI et Cameco, la responsabilité des obligations liées à la vente d'actifs à Cameco incombe à CEI. La provision au titre de la remise en état d'un site à la date de clôture est liée au démantèlement d'un ancien site minier. La responsabilité de la surveillance et de la gestion de ce site incombe à Cameco. CEI comptabilise ces coûts selon des estimations que lui fournit Cameco. Ces estimations sont fondées sur des variables et des hypothèses incertaines, notamment le temps nécessaire à l'achèvement des travaux et les coûts à engager au cours de cette période. L'estimation des coûts de remise en état futurs du site a été actualisée au taux de 0,42 % (0,24 % au 31 décembre 2020), et un taux d'inflation de 0,42 % a été utilisé pour calculer la provision au 30 septembre 2021 (0,24 % au 31 décembre 2020).

d) Provision au titre de la participation au bénéfice net (retraité – note 20)

Aux termes des modalités de la convention relative à la PBN du projet de développement Hibernia de 1990 et du protocole d'entente avec Ressources naturelles Canada, la Corporation doit assumer tout montant à payer aux propriétaires du projet Hibernia du fait de l'évaluation, de la réévaluation ou du calcul effectué par le gouvernement du Canada. La provision au titre de la PBN au 31 décembre 2020 est liée à un recalcul. La provision était fondée sur le recalcul par la direction du montant à payer majoré des intérêts à payer aux propriétaires du projet Hibernia. La Corporation a réglé la provision de 39 000 \$ au cours de la période close le 31 mars 2021. La Corporation a comptabilisé et payé un montant additionnel de 5 218 \$ se rapportant à la provision au cours des neuf premiers mois de 2021.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

10. Emprunts

Le 29 août 2018, Financière TMP a conclu des conventions de crédit avec Sa Majesté la Reine du chef du Canada. Les facilités font partie du Compte du Canada du gouvernement, qui est administré par EDC. La facilité d'acquisition a servi à financer l'acquisition des entités du RPTM. La facilité de construction est utilisée principalement pour financer la construction du PARTM. La facilité de l'ONE permet à Financière TMP d'emprunter des fonds qui serviront à fournir les sûretés financières que pourrait exiger la Régie de l'énergie du Canada (la « Régie ») au titre du réseau TMPL.

La disponibilité des fonds aux termes de la facilité de crédit de construction est limitée au pouvoir d'emprunt autorisé par le ministre des Finances. Le 30 juillet 2019, une convention de crédit modifiée conclue entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, par l'intermédiaire du compte géré par EDC, et Financière Canada TMP Ltée a été exécutée. La limite de la facilité de crédit de construction a été augmentée pour atteindre 4 000 000 \$ en janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2020, comme il est précisé dans une lettre révisée attestant le pouvoir d'emprunt, reçue du ministre des Finances. Le 1^{er} octobre 2020, une deuxième convention modificative a été conclue afin d'augmenter les fonds disponibles aux termes de la facilité de crédit de construction pour les porter à 5,1 milliards de dollars au 1^{er} octobre 2020 et à 6,1 milliards de dollars au 1^{er} janvier 2021. Le 31 mars 2021, une nouvelle modification a été conclue afin d'augmenter les fonds disponibles aux termes de la facilité de crédit de construction pour les porter à 9,14 milliards de dollars à compter du 1^{er} avril 2021 jusqu'au 30 décembre 2021. Avec prise d'effet le 31 décembre 2021, la limite de la facilité de crédit de construction a été portée à 9,6 G\$. La date d'échéance de toutes les facilités d'emprunt a été reportée au 29 août 2025, avec prise d'effet le 1^{er} avril 2021. Se reporter à la note 8.

Les emprunts sont remboursables à leurs dates d'échéance respectives et peuvent être remboursés par anticipation sans prime ni pénalité, à certaines conditions. Le tableau suivant présente le détail des facilités au 30 septembre 2021 :

Facilité	Montant disponible au 30 septembre 2021	Encours au 30 septembre 2021	Encours au 31 décembre 2020	Taux d'intérêt sur les montants utilisés	Commission d'attente sur les montants non utilisés	Date d'échéance
Acquisition	4 670 000 \$	4 670 000 \$	4 670 000 \$	4,7 %	0,065 %	29 août 2025
Construction	9 140 000	8 013 000	4 385 000	4,7 %	0,065 %	29 août 2025
ONE	500 000	-	-	4,7 %	0,300 %	29 août 2025
		12 683 000 \$	9 055 000 \$			

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

10. Emprunts (suite)

Le total de la charge d'intérêts pour les périodes closes les 30 septembre se compose des éléments suivants :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Intérêts sur les emprunts	144 216 \$	88 932 \$	381 981 \$	238 760 \$
Intérêts sur les contrats de location	466	420	1 242	1 358
Intérêts inscrits à l'actif	(103 794)	(48 197)	(258 254)	(118 763)
Commissions d'attente	646	564	2 066	2 040
	41 534 \$	41 719 \$	127 035 \$	123 395 \$

Le taux de capitalisation utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt à inscrire à l'actif est le taux d'intérêt moyen pondéré applicable aux emprunts généraux de la Corporation au cours de la période de 4,7 % (4,7 % en 2020).

11. Réserve au titre de la participation au bénéfice net

Les paiements reçus au titre de la participation au bénéfice net pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 totalisent 171 270 \$, dont une tranche de 13 979 \$ a été reçue de la SGCH et éliminée lors de la consolidation (88 706 \$ en 2020, dont une tranche de 8 270 \$ a été éliminée).

12. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation des soldes des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour les périodes closes les 30 septembre se présente comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Clients et autres débiteurs	39 850 \$	(3 495) \$	37 588 \$	56 184 \$
Stocks	(739)	(375)	123	(1 180)
Autres actifs courants	11 027	9 043	(531)	(1 183)
Charges différées et autres actifs	(22 765)	(92 796)	6 371	(155 763)
Fournisseurs et autres créditeurs	120 677	72 238	208 355	131 924
Intérêts à payer	144 853	89 487	144 227	89 704
Autres passifs courants	(14 315)	(17 673)	(53 611)	(20 350)
Autres crédits différés	2 789	(14 020)	8 265	(49 055)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	281 377 \$	41 959 \$	350 787 \$	50 281 \$
Liée aux :				
Activités d'exploitation	159 335 \$	(2 401) \$	111 103 \$	3 341 \$
Activités d'investissement	122 042	44 360	239 684	46 940
	281 377 \$	41 959 \$	350 787 \$	50 281 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

12. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (suite)

Les dépenses en immobilisations corporelles comprennent ce qui suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Entrées d'immobilisations corporelles (note 5)	(1 516 748) \$	(878 545) \$	(3 778 335) \$	(2 142 687) \$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux activités d'investissement	123 511	47 655	242 771	55 974
Amortissement et intérêts liés aux contrats de location inscrits au coût de l'actif	14 522	4 637	53 295	13 488
Sorties de trésorerie liées aux dépenses en immobilisations corporelles	(1 378 715) \$	(826 253) \$	(3 482 269) \$	(2 073 225) \$

13. Produits nets tirés du pétrole brut et frais de production et charges d'exploitation

a) Les produits nets tirés du pétrole brut pour les périodes closes les 30 septembre se détaillent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Ventes de pétrole brut	52 988 \$	44 196 \$	175 632 \$	113 873 \$
Moins les redevances	(14 938)	(8 884)	(52 346)	(23 290)
Produits nets tirés du pétrole brut	38 050 \$	35 312 \$	123 286 \$	90 583 \$

Les ventes de pétrole brut sont la seule source de produits tirés des contrats conclus avec des clients de la SGCH. Le produit brut tiré du pétrole brut selon le marché géographique se détaille comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
États-Unis	25 917 \$	35 095 \$	111 980 \$	63 095 \$
Europe	27 071	8 874	39 618	17 359
Amérique du Sud	-	-	24 034	-
Canada	-	227	-	18 178
Asie	-	-	-	15 241
	52 988 \$	44 196 \$	175 632 \$	113 873 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

13. Produits nets tirés du pétrole brut et frais de production et charges d'exploitation (suite)

b) Les charges d'exploitation, frais de transport et frais de commercialisation se présentent comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les	
	2021	2020	2021	2020
Charges d'exploitation liées au projet Hibernia	3 375 \$	4 011 \$	13 581 \$	12 147 \$
Transport et transbordement du pétrole brut	1 239	1 033	4 044	4 882
Commercialisation du pétrole brut	69	94	260	352
	4 683 \$	5 138 \$	17 885 \$	17 381 \$

14. Produits et charges d'exploitation liés au pipeline

Pour la période close le 30 septembre, les produits et les charges d'exploitation de CTM, répartis par source et par type de produits, se sont établis comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les	
	2021	2020	2021	2020
Produits tirés du transport	111 001 \$	88 444 \$	299 203 \$	284 359 \$
Revenus locatifs	15 857	15 942	47 762	47 705
Autres produits	821	428	1 997	1 273
Total	127 679 \$	104 814 \$	348 962 \$	333 337 \$
Charges d'exploitation et coûts de production	40 383 \$	37 971 \$	121 239 \$	117 439 \$
Salaires et avantages du personnel	20 206	18 364	61 873	57 867
Autres charges générales et administratives	335	(110)	2 251	1 700
Total des charges d'exploitation, exclusion faite des charges financières et de l'amortissement	60 924 \$	56 225 \$	185 363 \$	177 006 \$

Les produits tirés de l'exploitation du pipeline par CTM sont générés principalement au Canada, environ 10 % étant générés à l'extérieur du pays.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

15. Engagements

Les engagements de la CDEV au 30 septembre 2021 sont résumés dans le tableau ci-après. Ils incluent l'achat par CTM d'immobilisations corporelles, le transport du pétrole brut et les engagements de transbordement ainsi que la quote-part revenant à la SGCH des engagements contractuels du projet Hibernia liés aux dépenses d'investissement et aux charges d'exploitation.

	Reste de 2021	De 2022 à 2025	Par la suite	Total
Transport du pétrole brut et services de transbordement	1 263 \$	13 771 \$	19 355 \$	34 389 \$
Contrats liés au projet Hibernia	448	3 311	3 047	6 806
Immobilisations corporelles liées aux pipelines	77 287	247	-	77 534
Autres engagements au titre de l'exploitation	791	817	5 536	7 144
Total des engagements	79 789 \$	18 146 \$	27 938 \$	125 873 \$

16. Éventualités

Dans le cours normal de leurs activités, la Corporation ou ses filiales peuvent faire l'objet de diverses poursuites juridiques ou autres réclamations à l'encontre de la Corporation.

CEI est codéfenderesse avec la province d'Ontario, le procureur général du Canada, la Commission canadienne de sûreté nucléaire et BOC Canada limitée dans le cadre d'un recours collectif proposé, intenté par certains résidents de la municipalité antérieurement connue sous le nom de Deloro, dans le comté de Hastings, en Ontario. La poursuite est fondée sur la contamination présumée de certaines propriétés. CEI a déposé un avis d'intention de présenter une défense. Aucune partie n'a encore reconnu sa responsabilité, et l'incidence financière sur la Corporation, si l'issue de cette affaire lui était défavorable, ne peut être déterminée pour l'instant.

Le PARTM a été visé par un certain nombre d'actions en justice visant à contester l'approbation du PARTM par le gouvernement fédéral. À la suite d'une décision de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique, il a été demandé à l'Environmental Assessment Office (l'« EAO ») de la Colombie-Britannique de prendre en considération les ajustements au certificat d'évaluation environnementale de la Colombie-Britannique qui pourraient être nécessaires, le cas échéant, en raison du processus de réexamen décrété par le tribunal de la Régie de l'énergie du Canada, et l'émission subséquente du Certificat 065 approuvant le PARTM. En avril 2020, l'EAO de la Colombie-Britannique a annoncé un processus visant à réévaluer tout ajustement corrélatif. L'EAO a préparé un projet de rapport à l'intention du ministre de l'Environnement et de la stratégie en matière de changement climatique (*Minister of Environment and Climate Change Strategy*) et le ministre de l'Énergie, des Mines et de l'innovation en matière de faibles émissions de carbone (*Minister of Energy, Mines and Low Carbon Innovation*) (les « ministres ») et a publié une ébauche pour commentaires du public. Après avoir reçu les commentaires du public et en avoir tenu compte, l'EAO a préparé un projet de rapport final, et il soumettra ses recommandations aux ministres pour examen.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

16. Éventualités (suite)

À la suite de la résiliation du contrat général de construction (le « Contrat ») conclu avec l'entrepreneur général en construction pour les tronçons 1, 4B et 6, l'entrepreneur général en construction a présenté à la Corporation une contestation relativement à des montants qu'elle affirme lui être dus aux termes du Contrat par suite de sa résiliation. La Corporation a répondu en exposant sa position selon laquelle la Corporation a droit au remboursement par l'entrepreneur général en construction des frais occasionnés par les événements ayant mené à la résiliation. Les parties sont en cours de négociation d'un règlement concernant la contestation de l'entrepreneur général en construction et la réponse de la Corporation à celle-ci. Par conséquent, le montant du règlement final ne peut être estimé de façon raisonnable.

17. Risques auxquels est exposée la Corporation

De par la nature de ses activités consolidées, la CDEV est exposée à des risques découlant de ses instruments financiers, qui pourraient avoir une incidence importante sur les flux de trésorerie, le bénéfice et le résultat global. La nature et l'ampleur des risques découlant des actifs et des passifs financiers de la Corporation sont décrites dans les notes afférentes à ses états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2020.

La CDEV est exposée à des risques financiers, notamment le risque de marché associé aux prix des marchandises, aux cours de change et aux taux d'intérêt, ainsi que le risque de crédit, le risque lié aux contrats et le risque de liquidité.

Le risque de crédit est le risque que la Corporation subisse une perte financière si un client ou une partie contractante à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles, et ce risque découle principalement des clients et autres débiteurs de la Corporation.

- i) Pour ses contrats de vente de pétrole brut, la Corporation a jugé que le risque de non-recouvrement des fonds était faible, puisqu'elle partage les cargaisons avec son agent de commercialisation, qu'elle ne conclut généralement des contrats qu'avec d'importants acheteurs ayant de solides antécédents en matière de crédit et qu'elle utilise, le cas échéant, des outils pour atténuer le risque de crédit. L'agent de commercialisation assure une surveillance du crédit pour tous les acheteurs approuvés au préalable.
- ii) Pour les ventes de cargaisons de pétrole, la Corporation limite son exposition au risque de crédit en exigeant des expéditeurs dont la solvabilité ou la situation financière est inadéquate qu'ils fournissent une sûreté acceptable généralement sous forme de garanties de parties ayant un bon dossier de crédit ou de lettres de crédit d'institutions financières bien cotées. La majorité des clients de la Corporation exercent leurs activités dans les secteurs de l'exploration et de la mise en valeur pétrolière et gazière, de la commercialisation de l'énergie ou du transport. Il peut y avoir exposition à la volatilité des prix des marchandises énergétiques, y compris le prix du pétrole brut, et à l'instabilité économique résultant d'autres événements de crédit ayant une incidence sur ces industries et sur la capacité des clients à payer pour des services.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

17. Risques auxquels est exposée la Corporation (suite)

Au 30 septembre 2021 et au 31 décembre 2020, aucun débiteur important n'était en souffrance ou déprécié. Les clients et autres débiteurs de la Corporation comprennent les montants suivants :

	30 septembre 2021	31 décembre 2020
Contrats conclus avec des expéditeurs utilisant le pipeline	26 947 \$	30 317 \$
Contrats conclus avec des clients du pétrole brut	13 539	26 468
Partenariat Hibernia	2 721	2 879
Crédits de taxe sur les intrants (TPS/TVH)	28 932	37 353
Autres	4 268	17 231
Montant à recevoir d'une partie liée	253	-
Clients et autres débiteurs	76 660 \$	114 248 \$
Montant non réglé depuis plus de 90 jours	2 787 \$	814 \$

La Corporation applique l'approche simplifiée aux fins de l'établissement d'une provision pour pertes de crédit attendues, en ayant recours à une provision pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur toutes les créances clients. Pour évaluer la provision pour pertes de crédit attendues sur les créances clients, la Corporation utilise une matrice fondée sur le nombre de jours depuis lesquels les créances sont en souffrance. La qualité du crédit des contreparties de la Corporation étant élevée, la provision pour pertes de crédit attendues était négligeable au 30 septembre 2021.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Corporation (notamment ceux qui sont détenus en main tierce et les placements détenus au titre du fonds pour abandon futur et du fonds lié aux risques) sont exposés à des banques et institutions financières canadiennes de première qualité et au gouvernement du Canada. Tous les équivalents de trésorerie et les placements à court terme sont acquis auprès d'émetteurs présentant une note de crédit de R1 Élevée décernée par Dominion Bond Rating Service. Par conséquent, la provision pour pertes de crédit attendues au titre de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements était négligeable au 30 septembre 2021.

La Corporation n'a enregistré aucune perte de valeur réelle au cours des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2021 et 2020.

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Corporation ne puisse pas remplir ses engagements de service ou d'autres obligations financières à leur échéance. Pour gérer ce risque, la Corporation s'assure, dans la mesure du possible, d'avoir suffisamment de liquidités pour honorer ses obligations lorsqu'elles deviendront exigibles. La Corporation effectue des prévisions des besoins en trésorerie pour s'assurer qu'elle dispose d'un financement suffisant pour régler ses passifs financiers à leur échéance. Les principales sources de liquidités et de financement sont les flux de trésorerie provenant de l'exploitation et les facilités de crédit.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

17. Risques auxquels est exposée la Corporation (suite)

La Corporation continue, grâce à la trésorerie et aux placements à court terme qu'elle détient, d'avoir la souplesse financière nécessaire pour s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. Il existe un risque que la Corporation soit exposée à un ralentissement prolongé du secteur énergétique et à une volatilité économique à long terme, facteurs qui sont atténués par les cadres réglementaires qui régissent actuellement les activités pipelinières de CTM ainsi que par la position concurrentielle des actifs de CTM liés aux pipelines et à la production de pétrole. Les flux de trésorerie futurs attendus rattachés aux activités courantes dépassent actuellement les prévisions en matière de charges d'exploitation et de dépenses d'investissement futures, compte non tenu du PARTM. La Corporation a demandé une autorisation de financement supplémentaire en vue de continuer à faire progresser le PARTM au quatrième trimestre de 2021. Compte tenu des dépenses importantes en cours dans le cadre du PARTM, la Corporation aura besoin de la disponibilité continue du financement futur pour terminer le projet.

Juste valeur des instruments financiers

Le tableau suivant présente les valeurs comptables et les justes valeurs des placements soumis à restrictions et des emprunts, y compris leur niveau selon la hiérarchie des justes valeurs au 30 septembre 2021 et au 31 décembre 2020.

	Classement	Hiérarchie	Valeur comptable		Juste valeur	
			2021	2020	2021	2020
Actifs financiers						
Placements soumis à restrictions	JVRN	Niveau 2	91 778 \$	93 986 \$	91 778 \$	93 986 \$
Passifs financiers						
Emprunts	Coût amorti	Niveau 2	12 683 000 \$	9 055 000 \$	13 387 300 \$	9 495 665 \$

Les justes valeurs des placements soumis à restrictions sont déterminées selon des prix et des données d'entrée observables sur le marché pour des instruments similaires, en utilisant des modèles de flux de trésorerie largement répandus pour évaluer ces instruments. La juste valeur des emprunts est estimée par actualisation des flux de trésorerie contractuels futurs au taux d'intérêt en vigueur sur le marché qui serait offert à la Corporation pour des instruments financiers similaires.

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, de la trésorerie soumise à restrictions, des placements à court terme, des clients et autres débiteurs, des placements détenus au titre d'obligations futures et des fournisseurs et autres créditeurs représente une approximation raisonnable de leur juste valeur en raison de leur échéance rapprochée.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs au cours de la période.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

18. Transaction avec des parties liées

En vertu du principe de propriété commune, la Corporation est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement fédéral du Canada. La Corporation peut conclure des transactions avec certaines de ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, la CDEV a versé des dividendes de néant et de 114 000 \$ respectivement (néant et 61 629 \$ en 2020) au gouvernement du Canada.

Au 30 septembre 2021, la CDEV avait des créances sur parties liées à recevoir de la CFUEC de 253 \$ (dettes à payer de 187 \$ au 31 décembre 2020).

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

19. Informations supplémentaires

Le tableau qui suit présente les principales entités en exploitation qui composent la CDEV. Les résultats du siège social de la CDEV ainsi que les résultats de CEI et de Financière TMP sont pris en compte dans la catégorie « Autres ».

Période de neuf mois close le 30 septembre 2021							
	CTM (PCGR des É.-U.)	Ajuste- ments selon les IFRS	CTM (IFRS)	SGCH	Autres	Éliminations	Chiffres consolidés
Données tirées de l'état du résultat global							
Produits							
Produits tirés du transport	273 047 \$	26 156 \$ ¹⁾	299 203 \$				299 203 \$
Revenus locatifs	47 762		47 762				47 762
Produits nets tirés du pétrole brut				113 429	-	9 857	123 286
Autres produits/écart de conversion	2 222		2 222	2 785	2 143	(1 603)	5 547
	323 031	26 156	349 187	116 214	2 143	8 254	475 798
Charges							
Épuisement et amortissement	76 618	5 940 ²⁾	82 558	24 351	93		107 002
Exploitation et production	121 715	(476)	121 239	17 885	-		139 124
Salaires et avantages du personnel	60 373	1 500 ³⁾	61 873	1 277	1 346		64 496
Autres charges générales et administratives et écart de conversion	4 171	(1 904)	2 267	2 529	6 672	(111)	11 357
	262 877	5 060	267 937	46 042	8 111	(111)	321 979
Charges financières							
Composante capitaux propres de la provision pour fonds utilisés pendant la construction	255 928	(255 928) ⁴⁾	-	-	-		-
Autres charges, montant net	655	(655)	-	-			-
Désactualisation	-	(5 918) ⁴⁾	(5 918)	(2 068)	(9)		(7 995)
Produits (charge) d'intérêts, montant net	(66 514)	67 795 ⁴⁾	1 281	643	91 655	(215 384)	(121 805)
	190 069	(194 706)	(4 637)	(1 425)	91 646	(215 384)	(129 800)
Bénéfice net avant impôt sur le résultat	250 223	(173 610)	76 613	68 747	85 678	(207 019)	24 019
Charge (produit) d'impôt	61 422	(42 795) ⁵⁾	18 627	21 100	-		39 727
Bénéfice net	188 801	(130 815)	57 986	47 647	85 678	(207 019)	(15 708)
Autres éléments du résultat global	872 \$	19 531 \$ ⁶⁾	20 403 \$	- \$	- \$	- \$	20 403 \$
Données tirées de l'état de la situation financière							
Actifs							
Actifs courants	434 525	(11 216) ⁷⁾	423 309	121 065	272 943	(82 716)	734 601
Actifs non courants	14 264 126	(85 627) ⁸⁾	14 178 499	313 353	13 289 027	(13 157 156)	14 623 723
	14 698 651 \$	(96 843) \$	14 601 808 \$	434 418 \$	13 561 970 \$	(13 239 872) \$	15 358 324 \$
Passifs							
Passifs courants	982 616	-	982 616	15 107	151 302	(84 006)	1 065 019
Passifs non courants	7 739 888	248 282 ⁹⁾	7 988 170	162 568	12 688 310	(6 766 100)	14 072 948
	8 722 504 \$	248 282 \$	8 970 786 \$	177 675 \$	12 839 612 \$	(6 850 106) \$	15 137 967 \$
Capitaux propres							
	5 976 147 \$	(345 125) \$ ¹⁰⁾	5 631 022 \$	256 743 \$	722 358 \$	(6 389 766) \$	220 357 \$
	14 698 651 \$	(96 843) \$	14 601 808 \$	434 418 \$	13 561 970 \$	(13 239 872) \$	15 358 324 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

19. Informations supplémentaires (suite)

	Période de neuf mois close le 30 septembre 2020 (retraité, note 20)						
	CTM (PCGR des É.-U.)	Ajuste- ments selon les IFRS	CTM (IFRS)	SGCH	Autres	Éliminations	Chiffres consolidés
Données tirées de l'état du résultat global							
Produits							
Produits tirés du transport	267 922 \$	16 437 \$ ¹⁾	284 359 \$				284 359 \$
Revenus locatifs	47 705		47 705		-		47 705
Produits nets tirés du pétrole brut				86 367	- \$	4 216 \$	90 583
Autres produits/écart de conversion	1 272		1 272	5 343	3 261	(1 582)	8 294
	316 899	16 437	333 336	91 710	3 261	2 634	430 941
Charges							
Épuisement et amortissement	73 411	6 046 ²⁾	79 457	38 583	82		118 122
Exploitation et production	117 879	(440)	117 439	17 381	-		134 820
Salaires et avantages du personnel	54 673	3 194 ³⁾	57 867	1 279	1 415		60 561
Autres charges générales et administratives et écart de conversion	6 510	(3 414)	3 096	2 861	3 576	(112)	9 421
	252 473	5 386	257 859	60 104	5 073	(112)	322 924
Charges financières							
Composante capitaux propres de la provision pour fonds utilisés pendant la construction	123 544	(123 544) ⁴⁾	-	-	-		-
Désactualisation	-	(4 770) ⁴⁾	(4 770)	(1 176)	(82)		(6 028)
Produit (charge) d'intérêts, montant net	(63 322)	290 ⁴⁾	(63 032)	1 920	15 551	(71 105)	(116 666)
	60 222	(128 024)	(67 802)	744	15 469	(71 105)	(122 694)
Bénéfice net avant impôt sur le résultat	124 648	(116 973)	7 675	32 350	13 657	(68 359)	(14 677)
Charge (produit) d'impôt	30 239	(28 824) ⁵⁾	1 415	14 303	-		15 718
Bénéfice net	94 409 \$	(88 149)	6 260 \$	18 047 \$	13 657 \$	(68 359) \$	(30 395) \$
Autres éléments du résultat global	8 290 \$	(6 386) \$⁶⁾	1 904 \$	- \$	- \$		1 904 \$
Données tirées de l'état de la situation financière							
Actifs							
Actifs courants	428 585 \$	(4 613) \$ ⁷⁾	423 972 \$	145 256 \$	176 674 \$	(51 757) \$	694 145 \$
Actifs non courants	9 236 305	118 096 ⁸⁾	9 354 401	336 627	8 341 704	(8 251 439)	9 781 293
	9 664 890 \$	113 483 \$	9 778 373 \$	481 883 \$	8 518 378 \$	(8 303 196) \$	10 475 438 \$
Passifs							
Passifs courants	701 202 \$	(3 395) \$	697 807 \$	10 815 \$	128 911 \$	(52 202) \$	785 331 \$
Passifs non courants	5 190 610	323 330 ⁹⁾	5 513 940	164 442	8 082 195	(4 332 350)	9 428 227
	5 891 812 \$	319 935 \$	6 211 747 \$	175 257 \$	8 211 106 \$	(4 384 552) \$	10 213 558 \$
Capitaux propres							
	3 773 078 \$	(206 452) \$¹⁰⁾	3 566 626 \$	306 626 \$	307 272 \$	(3 918 644) \$	261 880 \$
	9 664 890 \$	113 483 \$	9 778 373 \$	481 883 \$	8 518 378 \$	(8 303 196) \$	10 475 438 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

19. Informations supplémentaires (suite)

CTM prépare ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis (les « PCGR des États-Unis »). Selon les IFRS, une société mère doit préparer des états financiers consolidés en utilisant des méthodes comptables uniformes pour les transactions et événements semblables se produisant dans des circonstances similaires. Par conséquent, CTM a ajusté ses données financières aux termes des PCGR des États-Unis aux fins de conformité avec les IFRS. Ces ajustements comptables sont présentés sous la colonne « Ajustements selon les IFRS » et sont détaillés ci-dessous :

1) Produits tirés du transport : Aux termes des PCGR des États-Unis, CTM applique les dispositions de l'ASC 980, *Regulated Operations*, aux termes de laquelle le calendrier de comptabilisation et de traitement de certains produits peut différer de celui prévu par les IFRS. Aux termes des IFRS, les produits sont comptabilisés conformément à IFRS 15. Conformément aux PCGR des États-Unis, CTM comptabilise les produits tirés du transport de façon proportionnelle, en fonction des besoins en produits annuels du RPTM, après ajustement pour les dépenses au titre des éléments de transfert prévus dans la demande visant le règlement avec droits incitatifs (« RDI ») du RPTM. L'écart entre les besoins en produits annuels aux termes du RDI et les droits facturés donne lieu à un ajustement qui sera comptabilisé dans les produits, soit au débit (si les droits facturés sont supérieurs aux besoins en produits aux termes du RDI), soit au crédit (si les droits facturés sont inférieurs aux besoins en produits aux termes du RDI). Selon les IFRS, les produits sont comptabilisés en fonction du volume expédié et des droits facturés, sans ajustement pour perception au-delà ou en deçà des besoins en produits.

2) L'amortissement est plus élevé aux termes des IFRS en raison d'immobilisations corporelles plus importantes découlant de la comptabilisation d'une obligation de démantèlement et du coût de mise hors service d'immobilisations correspondant. En raison de l'incertitude considérable entourant le moment et l'étendue de l'abandon, aucune obligation de démantèlement n'est comptabilisée selon les PCGR des États-Unis, donnant lieu à une diminution des actifs et de l'amortissement aux termes des PCGR des États-Unis. Le traitement de tous les contrats de location à titre de contrats de location-financement explique aussi l'amortissement plus élevé aux termes des IFRS.

3) La charge liée aux salaires et aux avantages du personnel est plus élevée aux termes des IFRS en raison de différences dans la comptabilisation de la charge de retraite entre les deux cadres comptables. Aux termes des IFRS, les réévaluations des actifs et des passifs des régimes sont comptabilisées immédiatement en résultat net, alors qu'en vertu des PCGR des États-Unis, certains profits et pertes liés aux régimes sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et amortis en résultat net sur une plus longue période.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

19. Informations supplémentaires (suite)

4) Selon l'ASC 980 des PCGR des États-Unis, une provision pour fonds utilisés pendant la construction est prise en compte dans le coût des immobilisations corporelles et est amortie sur les périodes futures en tant que composante du coût total de l'actif connexe. La provision pour fonds utilisés pendant la construction se compose d'une composante intérêts et, sur approbation de l'organisme de réglementation, d'une composante coût des capitaux propres, lesquelles sont toutes deux inscrites à l'actif en fonction des taux établis dans un accord avec l'organisme de réglementation. La composante intérêts de la provision pour fonds utilisés pendant la construction entraîne une baisse de la charge d'intérêts alors que sa composante coût des capitaux propres est comptabilisée dans les produits financiers. Aux termes des IFRS, aucune provision pour fonds utilisés pendant la construction n'est comptabilisée, et seuls les intérêts courus sur la dette utilisée pour financer les dépenses d'investissement admissibles sont inscrits à l'actif, aux termes d'IAS 23 *Coûts d'emprunt*. La désactualisation de l'obligation de démantèlement aux termes des IFRS est également prise en compte dans les ajustements des charges financières selon les IFRS. Il n'y a aucune obligation de démantèlement à désactualiser aux termes des PCGR des États-Unis.

5) L'impôt calculé en vertu des IFRS est moins élevé en raison des ajustements mentionnés plus haut pour les produits, l'amortissement, la charge liée aux salaires et aux avantages du personnel et la provision pour fonds utilisés pendant la construction.

6) Les autres éléments du résultat global calculés conformément aux IFRS ne correspondent pas en raison d'un traitement différent des ajustements au titre des régimes de retraite comptabilisés conformément aux PCGR des États-Unis.

7) Les actifs courants sont inférieurs selon les IFRS, essentiellement en raison d'écarts temporaires entre la comptabilisation des produits aux termes des PCGR des États-Unis et des IFRS.

8) Les actifs non courants sont plus élevés selon les normes IFRS en raison des ajustements au goodwill et aux immobilisations corporelles. À l'acquisition de CTM, un goodwill a été comptabilisé à hauteur de l'écart entre la juste valeur de la contrepartie payée par rapport à la juste valeur estimative des actifs nets acquis. La juste valeur des actifs nets diffère selon qu'on applique les PCGR des États-Unis ou les IFRS, surtout en ce qui a trait à l'obligation de démantèlement, aux passifs réglementaires et à l'impôt différé lié à l'acquisition. Par suite de l'acquisition, les immobilisations corporelles sont également plus élevées en raison de la comptabilisation de l'obligation de démantèlement et du coût de mise hors service d'immobilisations correspondant. CTM comptabilise aussi le produit tiré de certains contrats (primes liées aux contrats d'achat ferme) en tant qu'aide à la construction aux termes de l'ASC 980 des PCGR des États-Unis, ce qui réduit les immobilisations. Cette aide est comptabilisée en tant que produits aux termes des IFRS.

9) Les passifs non courants sont plus élevés selon les IFRS, essentiellement en raison de la comptabilisation d'une obligation de démantèlement. CTM ne comptabilise pas d'obligation de démantèlement aux termes des PCGR des États-Unis, puisque le moment et l'étendue de l'abandon sont indéterminés. En outre, des ajustements sont apportés à l'impôt différé selon les IFRS. Les différences entre les PCGR des États-Unis et les IFRS lors de l'acquisition ont une incidence fiscale connexe qui entraîne une diminution de l'impôt différé à l'acquisition. Par ailleurs, il existe une différence permanente en ce qui a trait à l'impôt sur le résultat différé du fait de différences touchant le bénéfice net et la charge d'impôt comptabilisés.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

19. Informations supplémentaires (suite)

10) L'effet cumulatif des ajustements des capitaux propres selon les IFRS totalise 345 millions de dollars et l'incidence sur le résultat net et les autres éléments du résultat global de 2021 se chiffre à 11 millions de dollars, le solde étant attribuable aux ajustements apportés aux capitaux propres lors de périodes antérieures.

20. Retraitement des données de la période précédente

En 2020, la Corporation a découvert une erreur historique dans la méthode de calcul utilisée pour déterminer les montants de PBN payables chaque mois par les propriétaires du projet Hibernia en vertu des ententes de PBN. Cette erreur de calcul existait avant que la CDEV n'assume la responsabilité de l'administration des conventions relatives à la PBN en août 2019 et a entraîné des versements en trop par les propriétaires du projet Hibernia au cours des années antérieures. Par conséquent, lorsque la CDEV a assumé la responsabilité administrative des conventions relatives à la PBN, le solde de la réserve au titre de la PBN a été surévalué en raison de l'obligation de rembourser aux propriétaires du projet Hibernia les montants payés en trop majorés des intérêts. Par conséquent, les données comparatives au 30 septembre 2020 pour le solde de la réserve au titre de la PBN ont été retraitées pour tenir compte de cette obligation de remboursement. Le tableau suivant résume l'incidence sur les états financiers résumés intermédiaires consolidés de la Corporation :

État consolidé des variations des capitaux propres :

30 septembre 2020	Incidence du retraitement		
	Données présentées antérieurement	Ajustements	Données retraitées
Réserve au titre de la PBN			
Solde à l'ouverture de la période	826 \$	(35 000) \$	(34 174) \$
Solde à la clôture de la période	26 633	(35 000)	(8 367)
Total des capitaux propres	296 880 \$	(35 000) \$	(261 880) \$

Les ajustements n'ont eu aucune incidence sur l'état consolidé de la situation financière, sur l'état consolidé du résultat global et le tableau consolidé des flux de trésorerie de la période close le 30 septembre 2020. Les informations fournies par voie de notes qui sont touchées par ce retraitement sont celles qui sont présentées aux notes 9 et 19.